



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 28 mars 2024 – N° 112

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *L'entreprise agroalimentaire Ceresco, de Saint-Urbain-Premier, devient la première entreprise canadienne de soya à recevoir une attestation pour ses pratiques agricoles durables.*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Hommage au très honorable Brian Mulroney.*
- Le député de Trois-Rivières sur le sujet suivant : *La Galerie d'art Berthelet.*
- Le député de Gouin sur le sujet suivant : *Manque de financement au Conseil des arts et des lettres du Québec.*
- Le député de Jonquière sur le sujet suivant : *L'impact de nos clubs à Jonquière.*
- La députée de D'Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Souligner la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de la Maison de la famille de LeMoyne.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Création de places en CPE dans Jean-Talon et dans la Capitale-Nationale.*
- La députée de Verchères sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de Rues principales Verchères.*
- Le député de Beauce-Sud sur le sujet suivant : *André Longchamps, maire de Saint-Éphrem-de Beauce, qui est décédé en fonction.*
- Le député d'Arthabaska sur le sujet suivant : *La fièvre des séries pour nos Tigres, petits et grands.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Vanessa Lepage-Joanisse.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS	a)	documents
	b)	rapports de commissions
	c)	pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et motions formulant un grief présentées par :

Le député de Marguerite-Bourgeoys :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste d'avoir annoncé un déficit record de 11 G\$ dans son budget sans avoir présenté de plan de retour à l'équilibre budgétaire.

Le député de Maurice-Richard :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour ce budget inapte à préparer l'avenir en faisant face à la crise du logement, à l'adaptation aux changements climatiques et en allant chercher de nouveaux revenus afin de soutenir les finances de l'État.

Le député de Jean-Talon :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son budget 2024-2025 qui ne chiffre pas le coût financier associé aux refus du Canada des demandes financières légitimes du Québec.

Le chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d'un budget 2024-2025 qui fait la somme de 6 années de mauvaise gestion sans prévoir le retour à l'équilibre budgétaire dans un contexte où les Québécoises et les Québécois ne reçoivent pas les services auxquels ils ont droit.

La députée de D'Arcy-McGee :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget 2024-2025 qui ne se dote pas des ressources ni des moyens nécessaires pour assurer la pérennité des services sociaux à la population.

La députée de Sherbrooke :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour son incapacité à préparer le Québec au vieillissement de la population.

La députée de Notre-Dame-de-Grâce :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste de ne pas avoir prévu de ressources à la hauteur des services livrés par les organismes communautaires.

La députée des Mille-Îles :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste qui ne réalise pas l'ampleur de la crise du logement et pour avoir présenté un autre budget n'ayant aucune mesure pour stimuler l'offre de logement et n'ayant aucune mesure pour favoriser l'accès à la propriété.

Le député de Laurier-Dorion :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre de l'Habitation pour son budget qui ne promet aucun nouvel investissement pour le logement social et communautaire, ni aucune mesure pour soulager les effets néfastes de la crise du logement, autant pour contrôler la spirale inflationniste et spéculative dans le secteur de l'habitation locative, ni aucune mesure pour faciliter l'accès à la propriété et aucune mesure pour stimuler la construction de nouvelles habitations.

La députée de La Pinière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir présenté un budget qui laisse tomber les ressources intermédiaires du Québec qui hébergent les personnes les plus vulnérables de notre société, en omettant de les financer adéquatement dans le contexte de 2024.

La députée de Verdun :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son budget 2024-2025 qui abandonne les agriculteurs face à la crise climatique et ne prépare le Québec ni à l'adaptation ni à la lutte aux changements climatiques.

Le député de Jacques-Cartier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir déposé un budget qui ne prévoit rien pour aider les citoyens dans l'achat de panneaux solaires et de système de stockage à la maison.

Le député de Nelligan :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir déposé un budget qui n'offre aucune solution à la crise du financement des services de transport collectif.

La députée de Robert-Baldwin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son inaction dans le dossier de la construction des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et son blocage des fonds qu'ils avaient promis depuis 2021 aux organismes en charge de ces maisons.

La députée de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre responsable de l'Habitation pour avoir bloqué la construction de maisons d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.

La députée de Bourassa-Sauvé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ pour avoir fait fi des principes d'équité intergénérationnelle en reléguant le fardeau de sa dette aux prochaines générations et en se privant de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour aborder les défis des jeunes Québécois, comme le développement des compétences stratégiques de la main-d'œuvre, le repreneuriat d'entreprise et la rémunération des stages dans le secteur public.

Le député de Rosemont :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ d'utiliser les fonds publics pour construire des mini-hôpitaux privés.

La députée de Mont-Royal–Outremont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste de mettre à mal l'occupation du territoire et le développement économique en abandonnant sa promesse d'investir 470 M\$ pour le développement des petits milieux et des villages pour soutenir les services de proximité.

Le député de Pontiac :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son sixième budget consécutif qui nuit à l'amélioration des services en santé en ne prévoyant aucune somme dévolue spécifiquement à la formation, à la rétention et au recrutement massif de personnel en santé et services sociaux.

Le député de Saint-Henri–Sainte-Anne :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement la CAQ pour son budget 2024-2025 qui a rompu la promesse du Grand Chantier des familles et qui prive donc les familles québécoises des moyens nécessaires pour s'épanouir socialement et économiquement.

Le député des Îles-de-la-Madeleine :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son budget 2024-2025 qui n'accorde aucune nouvelle somme pour la construction de nouveaux logements sociaux et abordables pour la prochaine année, mais également aucune mesure forte pour accélérer la construction, favoriser l'accès à la propriété, limiter la spéculation et endiguer les hausses de loyer.

Le député de Marquette :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget qui ne prévoit aucune somme dédiée au capital humain dans les organisations du milieu du sport et de l'activité physique.

Motion présentée par le chef du troisième groupe d'opposition en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale constate qu'une étude australienne publiée le 4 mars dernier dans la revue scientifique JAMA Pediatrics confirme l'effet nocif des écrans sur le développement des enfants en bas âge;

QU'elle souligne que l'étude longitudinale sur le développement des enfants produit par l'Institut de la Statistique du Québec a également démontré une corrélation entre l'exposition aux écrans en bas âge et les performances scolaires au primaire;

QU'elle prenne acte que la surexposition aux écrans a une incidence démontrée sur le développement des capacités cognitives, sur la santé, notamment les troubles de la vue, et sur les troubles de l'attention et du comportement des jeunes;

QU'elle constate que de nombreux pays ont agi, dont la France, les Pays-Bas et des pays scandinaves, notamment, pour corriger cette problématique;

QU'elle affirme que la surexposition des jeunes aux écrans représente un enjeu de santé publique;

QU'elle constate que le Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur, échu depuis 2023, est insuffisant et doit être bonifié pour lutter efficacement contre les effets nocifs de la surexposition des jeunes aux écrans;

QU'en conséquence, l'Assemblée nationale demande au gouvernement de déposer un nouveau Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur bonifié pour mieux encadrer l'exposition des jeunes aux écrans avant la fin de la présente période de travaux parlementaires, pour une mise en œuvre dès la prochaine rentrée scolaire.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 32
Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit le 9 juin 2023
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **14 septembre 2023**
- 2) Projet de loi n° 45
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports
Présenté par la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air le **6 février 2024**
- 3) Projet de loi n° 53
Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, le **15 février 2024**
- 4) Projet de loi n° 56
Loi portant sur la réforme du droit de la famille et instituant le régime d'union parentale
Présenté par le ministre de la Justice le **27 mars 2024**

Étude détaillée en commission

- 5) **Projet de loi n° 30**
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le 7 juin 2023
Principe adopté le **12 septembre 2023**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 6) **Projet de loi n° 37**
Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants
Présenté par le ministre responsable des Services sociaux le 26 octobre 2023
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 13 février 2024
Principe adopté le **14 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 7) **Projet de loi n° 44**
Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 7 février 2024
Principe adopté le **20 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 8) **Projet de loi n° 48**
Loi modifiant principalement le Code de la sécurité routière afin d'introduire des dispositions relatives aux systèmes de détection et d'autres dispositions en matière de sécurité routière
Présenté par la ministre des Transports et de la Mobilité durable le 8 décembre 2023
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 13 février 2024
Principe adopté le **20 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 9) **Projet de loi n° 49**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2023 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 8 février 2024
Principe adopté le **20 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 10)** Projet de loi n° 50
Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 31 janvier 2024
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 21 mars 2024
Principe adopté le **26 mars 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 11)** Projet de loi n° 51
Loi modernisant l'industrie de la construction
Présenté par le ministre du Travail le 1^{er} février 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 20 mars 2024
Principe adopté le **21 mars 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 12)** Projet de loi n° 52
Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État
Présenté par le ministre responsable de la Laïcité le 8 février 2024
Principe adopté le **20 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 13)** Projet de loi n° 47
Loi visant à renforcer la protection des élèves concernant notamment les actes de violence à caractère sexuel (*titre modifié*)
Présenté par le ministre de l'Éducation le 6 décembre 2023
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 1^{er} février 2024
Principe adopté le 6 février 2024
Rapport amendé de la Commission de la culture et de l'éducation adopté le 26 mars 2024
Reprise du débat ajourné le **27 mars 2024**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 14) Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 15) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 16) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 17) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 18) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**
- 19) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 20) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

- 21) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires aînés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 février 2023**
- 22) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 23) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 24) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 25) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 26) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 27) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 28) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**

- 29) **Projet de loi n° 397**
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 30) **Projet de loi n° 398**
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 31) **Projet de loi n° 399**
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 32) **Projet de loi n° 490**
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 33) **Projet de loi n° 491**
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 34) **Projet de loi n° 492**
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 35) **Projet de loi n° 493**
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 36) **Projet de loi n° 494**
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**

- 37) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 38) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 39) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 40) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 41) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 42) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 43) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 44) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**

- 45) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 46) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**
- 47) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 48) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 49) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**

Étude détaillée en commission

- 50) Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 51) Projet de loi n° 498
Loi proclamant la Journée nationale de l'érable
Présenté par le député de Beauce-Sud le 7 décembre 2023
Principe adopté le 21 février 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles adopté le **26 mars 2024**

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 52) Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 53) Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 54) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2025 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 12 mars 2024 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **13 mars 2024**

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 54

Loi donnant suite à la Table Justice-Québec en vue de réduire les délais en matière criminelle et pénale et visant à rendre l'administration de la justice plus performante

Adopté le **27 mars 2024**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition d'Hydro-Québec sur le chapitre 5 du rapport de décembre 2022 du Vérificateur général intitulé « Hydro-Québec : maintenance des actifs du réseau de distribution d'électricité ».
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 45**, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports (mandat confié le 12 mars 2024).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 50**, Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt (mandat confié le 26 mars 2024).
- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche (mandat confié le 12 mars 2024).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche (mandat confié le 20 février 2024).
- **Projet de loi n° 51**, Loi modernisant l'industrie de la construction (mandat confié le 21 mars 2024).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 53**, Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 19 mars 2024).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 30**, Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier (mandat confié le 12 septembre 2023).
- **Projet de loi n° 49**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2023 et à certaines autres mesures (mandat confié le 20 février 2024).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 52**, Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État (mandat confié le 26 mars 2024).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 52**, Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État (mandat confié le 20 février 2024).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 37**, Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants (mandat confié le 14 février 2023).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

Mandats d'initiative

- Les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption de consentement au don d'organes et de tissus.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 48**, Loi modifiant principalement le Code de la sécurité routière afin d'introduire des dispositions relatives aux systèmes de détection et d'autres dispositions en matière de sécurité routière (mandat confié le 20 février 2024).

Partie 5
QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au feuillet du mercredi*

113) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **28 mars 2024**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Depuis plusieurs années, la MRC des Basques sollicite l'intervention du gouvernement du Québec pour acquérir les droits du Club des Appalaches, le dernier club privé de chasse et pêche au Québec, dans le but d'ouvrir l'accès à tous les citoyens. Depuis 1901, seuls quelques chasseurs et pêcheurs bénéficient de l'autorisation d'activités sur le territoire non organisé du Lac-Boisbouscache, pourtant propriété de l'État. Cette demande soulève des enjeux importants liés à la préservation environnementale, au développement régional, à l'accès au territoire et à la gouvernance territoriale.

Mes questions sont les suivantes :

Est-ce que le gouvernement du Québec a l'intention d'intervenir favorablement à cette demande de la MRC des Basques? Si oui, quelles sont modalités de l'intervention? Sinon, pourquoi?

114) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **28 mars 2024**

Au ministre de la Santé

De nombreux résidents de nos régions doivent parcourir de longues distances pour accéder aux services de santé, sans pour autant atteindre le seuil de 200 km nécessaire pour bénéficier de l'aide financière pour les frais de déplacement du ministère de la Santé.

Par exemple, un habitant de Sainte-Anne-des-Monts, secteur Tourelle, se rendant au Centre hospitalier de Rimouski parcourt une distance de 194 km et ne reçoit aucun remboursement en vertu de la politique des frais de déplacement. Cette situation est d'autant plus préoccupante compte tenu de l'augmentation du prix de l'essence, de l'augmentation des coûts de séjour et de la centralisation des soins de santé. Cette situation entraîne souvent une détresse financière accrue pour les personnes malades qui doivent se déplacer fréquemment pour obtenir des soins.

Si le gouvernement décide que le volume d'activités en soins spécialisés ou surspécialisés n'est pas suffisamment grand dans des régions pour y investir, et qu'à ce moment-là, on fait déplacer les patients, il faut que ce soit à la charge de l'État. Si le système de santé au Québec est universel, gratuit et accessible pour tous sur le territoire, il ne faut pas faire porter de façon inéquitable un poids financier supérieur à ceux qui vivent en région parce qu'on a décidé de ne pas y offrir des soins. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de revoir la règle des 200 kilomètres de distance, seuil qui apparaît totalement arbitraire.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le ministère de la Santé modifiera la politique de déplacement des usagères et des usagers en réduisant de manière significative la distance minimale admissible à un remboursement?
- Si oui, quelles seront les modalités d'application (nouveau seuil, échancier, etc.)?

115) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **28 mars 2024**
Au ministre de la Culture et des Communications

L'École nationale de l'humour est une institution d'enseignement supérieur unique au Québec qui, grâce à l'appui du ministère de la Culture et des Communications, est parvenue à former plus de 700 humoristes, auteurs et scénaristes.

Ses installations actuelles, au coin des rues Sherbrooke et De Lorimier, ne répondent plus aux besoins de l'École nationale de l'humour ni ne lui permettent de réaliser ses objectifs de croissance. Son implantation au cœur du Quartier latin lui permettrait de se rapprocher des diffuseurs culturels, comme l'Espace St-Denis, la Maison de la chanson et le Bordel Comédie Club, en plus de contribuer positivement à la revitalisation du quartier.

Appuyée par des études de faisabilité, la direction générale de l'École nationale de l'humour a identifié deux immeubles du Quartier latin sur la rue Saint-Denis qui correspondent aux besoins actuels et futurs de l'institution. La directrice générale de l'École nationale de l'humour, Mme Louise Richer, fait également valoir que « le Partenariat du Quartier des spectacles salue l'arrivée éventuelle de l'école sur Saint-Denis comme étant un pilier de la revitalisation. »

L'École nationale de l'humour a sollicité l'appui du ministère de la Culture et des Communications afin de réaliser les travaux nécessaires à l'adaptation des bâtiments à des fins de formation, mais n'a pas obtenu d'engagement ferme de la part du ministère à ce jour. Les documents budgétaires et le Plan québécois des infrastructures déposés le 12 mars 2024 sont par ailleurs muets quant à ce projet.

Voici mes questions à l'égard du ministre de la Culture et des Communications :

1. Est-il dans l'intention du gouvernement d'allouer des fonds lors de l'actuel exercice financier afin de permettre à l'École nationale de l'humour d'acquérir de nouvelles installations au cœur du Quartier latin et d'adapter ses locaux à sa mission d'enseignement?
2. Le gouvernement reconnaît-il que ce projet est de nature à contribuer positivement et à court terme à la revitalisation du Quartier latin, un objectif que poursuit le gouvernement comme l'a mentionné publiquement le ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal?

116) Mme Nichols (Vaudreuil) – **28 mars 2024**

À la ministre des Transports et de la Mobilité durable

La ministre n'est pas sans savoir que les citoyens des comtés de Vaudreuil et de Soulanges sont quotidiennement touchés par la gestion des transports et de la mobilité durable.

Dans un premier temps, le projet d'une voie de contournement de l'autoroute 20 stagne, sous prétexte qu'un BAPE sera nécessaire, contrairement à d'autres projets gouvernementaux.

Ensuite, la mobilité durable dans la région de Vaudreuil-Soulanges n'a aucune chance de s'améliorer étant donné que le gouvernement de la CAQ refuse toujours de prolonger le REM jusqu'à Vaudreuil-Dorion ni même d'ajouter une voie réservée au transport en commun sur le nouveau pont de l'Île-aux-Tourtes.

Rien pour aider les citoyens de Vaudreuil-Soulanges à soulager leur frustration quotidienne, le bureau de comté de Vaudreuil, tout comme celui de Soulanges, reçoit depuis plusieurs mois un nombre élevé d'appels, de messages et de commentaires en lien avec la situation et la congestion routière. Les réseaux sociaux sont inondés de déclarations de citoyens exaspérés, et ce, à chaque jour.

Dans les circonstances, il est impensable que les citoyens puissent continuer de subir cet enfer pendant encore trois ans. Le gagne-pain et les enjeux familiaux de nombreuses personnes sont en jeu, des commerces sont en danger, des déménagements sont à prévoir, et ce sans parler de la détresse que vivent des milliers de personnes, chaque jour alors qu'ils doivent prendre la route pour se déplacer.

Étant donné la situation intolérable, il est impératif que des mesures d'atténuation soient rapidement mises en place.

Est-ce que la ministre pourrait s'assurer que les travaux nécessaires au renforcement du présent pont soient effectués dans les plus brefs délais afin de rétablir des voies en gestion dynamique?

Est-ce que la ministre pourrait faire en sorte que la gratuité de l'autoroute 30 soit offerte en tout temps?

Et finalement, est-ce que la ministre pourrait s'assurer qu'une synchronisation optimale des feux de circulation sur le boulevard Harwood à Vaudreuil-Dorion soit appliquée?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 12 septembre 2023
Loi visant à rendre accessibles les documents issus de l'enquête menée par le commissaire-enquêteur Bernard Grenier au sujet des activités illégales d'Option Canada à l'occasion du référendum de 1995 – *député de Camille-Laurin*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Interpellation de la députée de Robert-Baldwin à la ministre responsable de la Condition féminine sur le sujet suivant : *Débâter la confiance : les engagements brisés du gouvernement caquiste envers les femmes.*